

## RESUME DES CONDITIONS GENERALES

### **Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION D'ASSURANCE « YAKO FRAIS FUNERAIRES »**

Le produit **YAKO FRAIS FUNERAIRES**, souscrit par l'ADHERENT a pour objet de garantir une prestation en numéraire (le paiement d'un capital) en cas de décès de l'une des personnes assurées par contrat.

### **Article 2 : ADHERENTS**

Le contrat d'assurance « **YAKO FRAIS FUNERAIRES** » est proposé aux personnes physiques, mutualistes de **CASUDCO**, âgés d'au moins **DIX-HUIT (18) ANS** et au plus **SOIXANTE QUATRE (64) ANS** au moment de la souscription.

### **Article 4 : QUALITE DE L'ASSURE**

La garantie de base « **Décès** » est souscrite sur la tête d'une personne âgée d'au moins **DIX-HUIT (18) ANS** et d'au plus **SOIXANTE QUATRE (64) ANS** révolus à la date d'effet du contrat pour les adultes, d'au moins **TROIS (3) ANS** et d'au plus **VINGT QUATRE (24) ANS** révolus à la date d'effet du contrat pour les enfants.

Elle peut être étendue aux ascendants, alliés ou parents proches (Frère, Sœur, Oncle et tante) âgé de **QUATRE-VINGTS (80) ANS** au plus.

### **Article 5 : DESIGNATION BENEFICIAIRE**

Chaque adhérent désigne un ou plusieurs bénéficiaires en cas de décès de l'assuré. Par la suite, il doit aviser par écrit, **YAKO AFRICA ASSURANCES VIE**, de tout changement qu'il entend apporter à la désignation des bénéficiaires.

Lorsque le bénéficiaire est différent de l'adhérent, le capital garanti n'est payable qu'en cas de décès de l'assuré.

Lorsque l'assurance en cas de décès a été conclue sans désignation du bénéficiaire, le capital garanti fait partie du patrimoine ou de la succession de l'adhérent comme le stipule **l'article 70 du code CIMA**.

### **Article 6 : NATURE DE LA GARANTIE**

Le Contrat d'assurance « **YAKO FRAIS FUNERAIRES** » se compose de la garantie « **Décès** » qui donne droit à une prestation égale au capital définit à la souscription en cas de décès de la personne assurée, qu'il résulte d'un accident ou non.

### **Article 7 : POINT DE DEPART ET DUREE DES GARANTIES**

L'adhésion au contrat « **YAKO FRAIS FUNERAIRES** » est validée par l'acceptation de la souscription par **YAKO AFRICA ASSURANCES VIE**.

La garantie « **Décès** » prend effet le **PREMIER (1<sup>er</sup>) JOUR** du mois qui suit le mois de paiement de la première prime d'assurance.

Le contrat « **YAKO FRAIS FUNERAIRES** » est souscrit pour une durée d'un an renouvelable de façon tacite jusqu'au **SOIXANTE QUATRIEME (64<sup>ème</sup>)** anniversaire de l'assuré principal.

### **Article 8 : EXCLUSIONS**

Si le décès de l'assuré intervient à la suite de l'un des événements ci-dessous identifiés, l'engagement de **YAKO AFRICA ASSURANCES VIE** se limitera au paiement de la provision mathématique.

- Condamnation pour meurtre ou tentative de meurtre de l'assuré par le ou les bénéficiaires ;
- Suicide conscient et volontaire de l'Assuré avant deux années effectives d'assurance ;
- Participation à une émeute ou une rixe ;
- Acte intentionnel du (des) bénéficiaire(s) ;
- Conséquences d'épidémies et autres catastrophes reconnues comme telles par les autorités ;
- En cas de guerre civile étrangère, les conditions de couverture seront déterminées par la législation en vigueur en temps de guerre ;
- Conséquence de la pratique de sports et jeux dangereux ainsi que les sauts en parachute non justifiés par une situation critique de l'appareil.

### **Article 9 : CAUSES DE CESSATION DE LA GARANTIE**

La garantie, objet du contrat prend fin le dernier jour du délai de grâce de **QUARANTE (40) JOURS** suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, constituant une mise en demeure, si la prime due en vertu du présent contrat n'est pas payée à cette date.

Elles cessent aussi :

- En cas de décès de l'assuré ;
- Pour chaque assuré, quand son âge au renouvellement va au-delà de l'âge limite de la souscription ;
- Dès que s'interrompt le lien qui unit l'adhérent à la **CASUDCO** (sauf si l'adhérent a payé la totalité des primes prévues au contrat) ;
- Le jour de la résiliation du contrat « **YAKO FRAIS FUNERAIRES** » contre versement de la valeur de rachat développée par le contrat ;
- En cas de résiliation de la convention d'assurance dans les conditions énoncées à l'**article 4**, les garanties subsistent au profit des adhérents admis à l'assurance groupe avant la date de résiliation, dans les limites prévues aux alinéas précédents et à condition que les primes d'assurance aient été payées.

#### **Article 10 : PRIMES D'ASSURANCE**

La prime du contrat « **YAKO FRAIS FUNERAIRES** » est déterminée selon les capitaux de référence et la périodicité du contrat.

#### **Article 11 : RENONCIATION**

Comme l'indique l'**article 65 du Code CIMA**, l'adhérent peut renoncer au contrat « **YAKO FRAIS FUNERAIRES** » dans le délai de **TRENTE (30) JOURS**, à compter de la date de paiement de la première prime, par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout autre moyen faisant foi de la réception par l'Assureur.

#### **Article 12 : PAIEMENT DES PRESTATIONS**

##### **Fourniture des prestations**

Le capital assuré en cas de décès est servi sous forme de prestations en numéraires.

#### **Article 13 : DECLARATION DE SINISTRE**

**CASUDCO** doit aviser **YAKO AFRICA ASSURANCES VIE** par le biais de **ASCOMA CI**, de tout sinistre garanti par la convention « **YAKO FRAIS FUNERAIRES** » dès qu'il en a connaissance.

La déclaration du sinistre doit être adressée à **YAKO AFRICA ASSURANCES VIE** par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout autre moyen faisant foi de la réception de la déclaration par **YAKO AFRICA ASSURANCES VIE**.

#### **Article 14 : LES PIECES A FOURNIR EN CAS DE SINISTRE**

La fourniture des prestations est subordonnée à la remise des pièces suivantes :

La fiche de déclaration de sinistre, fournie par **YAKO AFRICA ASSURANCES VIE** dûment remplie ;

- L'original du bulletin de souscription ;
- Une copie de la carte nationale d'identité, de la carte consulaire ou de la carte de séjour de l'Assuré, à défaut la copie de l'acte de naissance ou du jugement supplétif de l'assuré ;
- Une copie du certificat de décès délivré par un médecin ;
- Une copie originale de l'acte de décès délivré par une mairie ;
- Les pièces d'identification du bénéficiaire consistant en l'un des documents suivants : (Copie de la carte nationale d'identité ; Copie de la carte consulaire ; Acte de naissance, jugement supplétif.) ;
- Un permis d'inhumer pour les prestations en numéraire, à défaut une note rédigée par le chef du village notifiant l'inhumation du corps au sein de son village (Si déclaration tardive ou enterrement 48 h au plus après le décès) ;

#### **Article 15 : DELAI DE TRAITEMENT**

Dans un délai de **CINQ (5) JOURS OUVRES** suivant la remise de toutes les pièces prévues à l'Article 30, le paiement des prestations en numéraire se fait au bénéficiaire désigné.

Sauf si les pièces fournies présentent des irrégularités significatives au bénéficiaire dans les **CINQ (5) JOURS**.